

Avis n° 04-615
de l'Autorité de régulation des télécommunications
en date du 20 juillet 2004
sur les décisions tarifaires de France Télécom n° 2004098 et n° 2004099 relatives à
l'évolution de la tarification des offres « Accès IP/ADSL » et « Collecte IP/ADSL »

L'Autorité de régulation des télécommunications,

Vu l'article 133 de la loi n° 2004-669 du 9 juillet 2004 relative aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle ;

Vu l'article 17 du cahier des charges de France Télécom approuvé par le décret n° 96-1225 du 27 décembre 1996 ;

Vu la demande d'avis de France Télécom relative aux décisions tarifaires n° 2004098 et n° 2004099 reçue 6 juillet 2004 ;

Vu l'avis n° 03-1298 de l'Autorité en date du 9 décembre 2003 sur les décisions tarifaires de France Télécom n° 2003144 et n° 2003145 relatives à l'évolution de la tarification des offres « Collecte IP/ADSL » et « Accès IP/ADSL » ;

Vu l'avis n° 04-373 en date du 27 avril 2004 sur la décision tarifaire de France Télécom n° 2004062 relative à la commercialisation d'une nouvelle offre « 2048/128 kbit/s » dans la gamme « IP/ADSL » ;

Après en avoir délibéré le 20 juillet 2004,

Le présent avis porte sur l'évolution des tarifs des offres « Accès IP/ADSL » et « Collecte IP/ADSL » de France Télécom. L'ensemble « Accès IP/ADSL » et « Collecte IP/ADSL » correspond à l'offre dite « option 5 » de France Télécom. Elle permet aux fournisseurs d'accès à Internet de proposer sur le marché de détail des offres d'accès à Internet haut débit par ADSL concurrentes de celles du groupe France Télécom.

Le terme « accès » désigne le segment compris entre le répartiteur et le client final. L'offre « Accès IP/ADSL » est une offre de revente en gros aux fournisseurs d'accès à Internet et aux opérateurs alternatifs des accès ADSL activés et opérés par France Télécom. Elle se décline actuellement en quatre offres destinées au marché résidentiel, de débits 128 kbit/s, 512 kbit/s, 1024 kbit/s et 2048 kbit/s, et une offre destinée au marché professionnel de débit 1024 kbit/s.

Le terme « collecte » désigne la transmission des données entre le répartiteur de France Télécom et un point de livraison, qui peut être régional ou national. Les fournisseurs d'accès à Internet et les opérateurs alternatifs utilisent l'offre de gros « Collecte IP/ADSL », en complément de l'offre « Accès IP/ADSL » ou de l'offre « L'ADSL de Maligne », pour prendre livraison du trafic avant de l'acheminer vers l'Internet mondial.

1. Description des décisions tarifaires

1.1. Accès IP/ADSL

Depuis décembre 2003, les tarifs de l'offre « Accès IP/ADSL » sont différenciés en fonction de la taille du répartiteur de rattachement. France Télécom propose de faire évoluer les tarifs de l'offre « Accès IP/ADSL » de la manière suivante :

Débit crête (kbit/s)	Tarif mensuel en fonction du nombre de lignes du répartiteur (€ HT)			
	Nombre supérieur à 20 000	Nombre inférieur à 20 000		
	Tarif inchangé	Tarif actuel	Tarif proposé	Evolution (%)
128	11,6	11,6	11,6	0
512	13	15,5	14,5	-6
1024	13	20	17	-15
2048	13	25	19,5	-22
1024 Pro	35	45	45	0

Le service peut être mis en œuvre sur des lignes analogiques isolées, faisant l'objet d'un contrat d'abonnement au service téléphonique de France Télécom et éligibles à l'ADSL. Les tarifs sont applicables en France métropolitaine et dans les départements d'Outre-Mer.

Le tarif des frais d'accès au service s'élève à 53 euros HT par accès, quels que soient les types de débit et de répartiteur de rattachement.

L'option « PING », qui permet de réduire le temps de latence entre le terminal du client et le serveur auquel il se connecte, reste accessible au même tarif à travers l'ensemble des débits de la gamme, à l'exception des accès à 128 kbit/s, non éligibles à cette option.

1.2. Collecte IP/ADSL

France Télécom propose de faire évoluer les tarifs des offres « Collecte IP/ADSL Régionale » et « Collecte IP/ADSL Nationale » de la manière suivante :

National			
Classe de débit (Mbit/s)	Tarif mensuel du Mbit (€ HT)		Evolution (%)
	Tarif actuel	Tarif proposé	
0 à 30	417	316	-24
30 à 100	394	298	-24
100 à 300	375	284	-24
300 à 1 000	357	270	-24
1 000 à 2 000	343	260	-24
2 000 à 3 000	330	250	-24
3 000 et plus	330	240	-27

Régional			
Classe de débit (Mbit/s)	Tarif mensuel du Mbit (€ HT)		Evolution (%)
	Tarif actuel	Tarif proposé	
0 à 10	329	247	-25
10 à 30	310	233	-25
30 à 80	295	221	-25
80 à 150	281	211	-25
150 à 300	270	203	-25
300 à 500	260	195	-25
500 et plus	260	187	-28

Une classe de débit supplémentaire a été créée pour chaque type de trafic :

- débit supérieur à 3 Gbit/s pour le trafic national ;
- débit supérieur à 500 Mbit/s pour le trafic régional.

Les tarifs correspondant au trafic issu des accès « IP/ADSL » ou « L'ADSL de Ma Ligne » installés dans les départements d'Outre-Mer et collectés en métropole, ainsi que les tarifs de la prestation de raccordement du site du fournisseur de services IP au réseau de France Télécom, sont inchangés.

1.3. Propositions de France Télécom pour l'évolution des tarifs de l'offre « ADSL Connect ATM »

France Télécom indique dans le courrier en date du 6 juillet 2004 accompagnant la décision tarifaire n° 2004098 qu'« *une évolution équivalente est prévue pour l'offre ADSL Connect ATM* ». La formulation n'indique pas s'il s'agit de l'offre « ADSL Connect ATM » générique ou différenciée, ni les modalités précises de cette évolution.

Aucune indication n'a été apportée quant à une éventuelle évolution des tarifs de l'offre de référence dégroupage.

2. Sur le principe et le calendrier des baisses proposées par France Télécom

2.1. Historique

L'offre de gros « IP/ADSL » a largement contribué au développement de la concurrence sur le marché résidentiel de l'accès haut débit. Introduite en 1999, cette offre a pendant presque trois ans été l'unique moyen dont disposaient les fournisseurs d'accès à Internet et les opérateurs alternatifs pour proposer des accès Internet ADSL sur le marché résidentiel. Elle était utilisée jusqu'à fin 2002 pour la totalité des accès produits sur le marché de détail et est encore utilisée pour environ 80% des accès.

A plusieurs reprises, France Télécom a soumis à homologation des baisses de tarifs de l'offre « IP/ADSL » depuis sa création :

- les principes d'homologation de l'offre « IP/ADSL » ont été posés à l'été 2001, avec les décisions tarifaires relatives aux offres « Netissimo », « Accès IP/ADSL » et « Collecte IP/ADSL » ; la logique du dispositif de régulation repose d'une part sur la restitution aux consommateurs des gains de productivité et d'autre part sur le maintien d'un espace économique suffisant entre l'offre de dégroupage dite « option 1 », l'offre intermédiaire « ADSL Connect ATM » dite « option 3 » et l'offre « IP/ADSL » dite « option 5 » ;
- la chaîne de valeur du haut débit a été revue à l'été 2002. L'Autorité a modifié profondément les conditions techniques et tarifaires du dégroupage, puis accepté une baisse de 20% des tarifs de l'offre « IP/ADSL », conditionnée à une baisse de 40% des tarifs de l'offre « ADSL Connect ATM » ;
- après avoir constaté en 2003 un décollage significatif des offres fondées sur le dégroupage, ainsi qu'un développement plus relatif de l'option 3, l'Autorité a accepté en décembre une baisse d'une ampleur sans précédent des tarifs de l'offre « IP/ADSL » : les tarifs de l'accès ont baissé de près de 30% et les tarifs de la collecte de plus de 25%, avec l'introduction d'un niveau régional.

L'Autorité a donc régulièrement, tous les 12 à 18 mois, accepté une baisse des tarifs des offres « Accès IP/ADSL » et « Collecte IP/ADSL », au rythme d'une vingtaine de pourcents par an, et articulé cette baisse avec l'amélioration des offres de dégroupage et d'option 3.

Il convient de signaler que pour la première fois depuis sa création, France Télécom a spontanément baissé les tarifs de l'offre « ADSL Connect ATM » au premier trimestre 2004. Les tarifs de l'accès générique, qui avaient été fixés en décembre 2003 à 17 € HT par accès et par mois, ont ainsi été abaissés par France Télécom à 15,5 € pour les répartiteurs de moins de 20 000 lignes. Par ailleurs, au mois d'avril 2004, France Télécom a proposé de commercialiser une offre de débit 2048 kbit/s dans la gamme « Accès IP/ADSL ».

Dans ce contexte, les décisions tarifaires soumises par France Télécom à homologation et objet du présent avis sont atypiques :

- les évolutions proposées sont conséquentes, avec des baisses de près de 30% sur les tarifs de la collecte, seulement six mois après l'homologation de baisses très importantes des tarifs ;
- le tarif de l'accès à 2048 kbit/s est modifié à peine deux mois après son introduction ; les tarifs des offres à 1024 kbit/s et 512 kbit/s, six mois après leur dernière baisse.

2.2. Dynamique du marché

Les marchés de gros et de détail du haut débit sont particulièrement dynamiques depuis début 2003.

Sur le marché de détail, les deux dernières années ont été marquées par le développement conjoint du marché de l'ADSL et de la concurrence, les parts de marché cumulées des acteurs alternatifs au groupe France Télécom passant de 20% à presque 50%. Le parc d'abonnés ADSL du groupe France Télécom a lui même augmenté significativement sur cette période. Le dynamisme de la concurrence s'est traduit par une baisse importante des tarifs des offres proposées par les fournisseurs d'accès à Internet, ainsi que par une montée en débit notable et une diversification des services offerts.

Le marché a été dynamisé par une première baisse des prix de détail de l'ordre de 30% au premier semestre 2003, puis de nouveau de 30% au premier semestre 2004. Le parc d'abonnés au haut débit a ainsi doublé au cours de l'année 2003 et semble devoir croître de nouveau de plus de 80% en 2004. La croissance du parc ADSL en France était ainsi au premier trimestre 2004 la première d'Europe et la troisième mondiale en nombre d'abonnés. Le taux de pénétration du haut débit a dépassé la moyenne européenne et la France occupe le dixième rang mondial en termes de taux de pénétration de l'ADSL.

Parallèlement, les débits proposés par les fournisseurs d'accès à Internet à leurs clients résidentiels sont en croissance constante. Les offres de débit 128 kbit/s représentent ainsi moins du quart des abonnements, au profit des offres de débit 512 kbit/s et des offres de débits crêtes supérieurs à 1024 kbit/s qui représentent près du quart du parc.

Finalement, les acteurs du haut débit ont diversifié et enrichi leurs offres ADSL, avec la commercialisation de services à forte valeur ajoutée comme la voix sur IP, l'accès télévisuel ou encore la vidéo à la demande.

Si elle est en partie due à un mouvement de migration des clients résidentiels des offres d'accès bas débit vers des offres d'accès haut débit, la croissance du marché de l'accès à Internet haut débit par ADSL s'explique principalement par l'essor du dégroupage de la boucle locale.

Le dégroupage partiel est entré en France dans une phase commerciale fin 2002, avec le lancement par Free et Neuf Telecom des premières offres d'accès à Internet par ADSL fondées sur le dégroupage partiel, essentiellement en région parisienne. Le nombre de lignes dégroupées était de quelques milliers de lignes fin 2002, de 40 000 mi-2003, de 275 000 fin 2003 et est actuellement de 730 000.

Un des principaux enjeux de la fin de l'année 2004 et de l'année 2005 est la poursuite du déploiement géographique des opérateurs dégroupés. Actuellement, près de 730 sites équipés pour le dégroupage ont été livrés par France Télécom aux opérateurs alternatifs, contre environ 350 en janvier 2004.

Les opérateurs alternatifs sont actuellement en phase de préparation de leurs plans de déploiement pour la fin de l'année 2004 et le début de l'année 2005. Un doublement du nombre de répartiteurs équipés permettrait aux opérateurs alternatifs de desservir directement un peu moins de 60% des lignes résidentielles, contre un peu moins de 45% actuellement.

2.3. Evolution du cadre réglementaire

Les directives, dites « paquet télécoms », adoptées par le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne en mars 2002 mettent en place un nouveau cadre communautaire pour la régulation des communications électroniques et prévoient que l'imposition d'obligations *a priori* à des acteurs sur les marchés de gros ou de détail doit passer par une analyse des marchés.

Ces directives ont été transposées en droit interne par la loi n° 2004-669 du 9 juillet 2004 relative aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle, qui prévoit par ailleurs le maintien du dispositif antérieurement en vigueur jusqu'à la fin du processus d'analyse des marchés.

En application de ces dispositions, l'Autorité a publié le 23 juin 2004, une consultation publique sur l'analyse des marchés du haut débit. Cette analyse concerne le marché de détail, que l'Autorité se propose à ce stade de ne pas réguler, ainsi que trois marchés de gros, jugés indissociables :

- le marché de gros du dégroupage de la boucle locale ;
- le marché de gros des offres d'accès large bande livrées au niveau régional ;
- le marché de gros des offres d'accès large bande livrées au niveau national.

L'offre « IP/ADSL », objet du présent avis, entre pour partie dans le marché de gros des offres d'accès large bande livrées au niveau national et pour partie dans celui des offres livrées en un point régional.

Les objectifs principaux du nouveau cadre réglementaire et de l'analyse des marchés sont d'adapter l'intensité de la régulation au degré de concurrence des marchés, d'harmoniser les modes de régulation des marchés connexes et d'apporter aux opérateurs, historique et alternatifs, une meilleure visibilité sur les processus et objectifs de la régulation.

L'Autorité propose dans sa consultation d'harmoniser la régulation des offres de gros haut débit, qui relèvent aujourd'hui d'outils différents (offre de référence, règlement de différend, homologation tarifaire) et de renforcer la visibilité pour le secteur, afin d'encourager les investissements des opérateurs, notamment en renforçant les exigences de transparence, au travers de l'obligation pour France Télécom de publier des offres de référence et d'en annoncer avec un délai préalable de quatre mois les évolutions.

Pour préparer les travaux techniques nécessaires à l'évolution concertée et cohérente des offres de gros, notamment sur le plan tarifaire, l'Autorité anime depuis mai 2004 un groupe de travail multilatéral réunissant les membres du Comité de l'Interconnexion. Ce groupe a été mandaté par le Comité de l'Interconnexion pour élaborer les modèles de coûts et de ciseau tarifaire correspondant aux segments de l'accès et de la collecte haut débit, afin notamment d'étudier l'impact d'une évolution de la hiérarchie tarifaire des offres de gros sur le déploiement géographique du dégroupage et l'économie des opérateurs alternatifs.

Indépendamment du niveau des baisses proposées par France Télécom, celles-ci auront pour effet de préempter, dans un cadre peu propice aux échanges multilatéraux et sur un seul élément d'une hiérarchie d'offres de gros complexe, les décisions que l'Autorité pourrait être amenée à prendre en fin d'année, dans le nouveau dispositif réglementaire, au regard notamment des conclusions du groupe de travail sus-mentionné.

L'Autorité estime donc qu'une modification importante et sans concertation des conditions économiques de l'offre « IP/ADSL », dans la période de transition vers le nouveau cadre réglementaire, n'est pas conforme à l'esprit des directives et donnerait un signal économique négatif au secteur.

Sans être opposée au principe d'une évolution régulière des tarifs, l'Autorité souhaite que l'ensemble des acteurs se place dans les perspectives de cohérence et de transparence du nouveau cadre réglementaire et que la concertation nécessaire et déjà engagée puisse être menée à son terme.

3. Analyse de l'Autorité au regard des coûts

3.1. Sur le tarif des accès 512 kbit/s

L'accès correspond au segment entre le répartiteur de France Télécom et l'abonné. L'Autorité s'est attachée depuis 2001 au maintien d'un espace économique suffisant entre le coût des accès produits par les opérateurs dégroupés et les tarifs d'accès des offres de gros « IP/ADSL » et « ADSL Connect ATM ».

France Télécom a été autorisée à introduire en 2002 une gamme d'accès à 128 kbit/s à un niveau tarifaire inférieur aux coûts de production en dégroupage. Cette offre de gros avait pour objectif de favoriser l'émergence d'offres de détail d'entrée de gamme, à des tarifs attractifs, facilitant ainsi la migration des abonnés bas débit vers le haut débit.

L'Autorité s'est attachée à ce que les tarifs de l'ensemble des autres gammes d'accès soient supérieurs aux coûts de production des accès haut débit fondés sur le dégroupage pour un opérateur alternatif.

Dans son avis 03-1298 en date du 9 décembre 2003, l'Autorité a ainsi indiqué que les coûts des accès produits en dégroupage se situaient entre 12 € et 15 € pour les répartiteurs de plus de 20 000 lignes, et entre 15 € et 18 € pour les répartiteurs de 10 000 lignes, frais d'accès au service inclus. Le travail mené dans le cadre multilatéral du groupe précédemment évoqué a permis d'affiner les hypothèses sous-jacentes aux calculs et de préciser les conditions économiques du dégroupage.

Le niveau tarifaire de référence pour les répartiteurs de moins de 20 000 lignes est actuellement de 15,5 € par accès et par mois, soit 17 € une fois intégrés les frais d'accès au service répartis sur 36 mois. Il s'agit du niveau tarifaire des accès « IP/ADSL » 512 kbit/s, des accès « ADSL Connect ATM » 512 kbit/s et de l'accès « ADSL Connect ATM » générique. L'accès « ADSL Connect ATM » générique est peu utilisé, mais son tarif est indépendant du débit et reflète donc la structure des coûts sous-jacents. Les accès 512 kbit/s dominant encore le marché de détail et représentent plus de 50% du parc ADSL.

Il apparaît que les coûts de production en dégroupage sont :

- inférieurs à ce niveau pour les 600 premiers répartiteurs ;
- de l'ordre de 16 à 18 € pour les répartiteurs compris entre le 600^{ème} et le 900^{ème} rang ;
- nettement supérieurs pour les répartiteurs plus petits, de 5 000 lignes par exemple.

Les opérateurs sont actuellement déployés sur environ 730 répartiteurs et semblent souhaiter poursuivre leur déploiement dans les prochains mois. Toute baisse des tarifs des accès « IP/ADSL » ou « ADSL Connect ATM » induirait une désincitation au déploiement des opérateurs dégroupes. Sur les nouveaux répartiteurs, les opérateurs dégroupes ne pourraient en effet pas concurrencer le tarif de l'offre « IP/ADSL » et y rémunérer leurs coûts complets.

L'Autorité émet donc un avis défavorable aux propositions de France Télécom visant à établir le tarif de l'accès « IP/ADSL » 512 kbit/s à 14,5 €, ainsi qu'à toute évolution similaire des accès « ADSL Connect ATM » 512 kbit/s et « ADSL Connect ATM » générique.

3.2. Sur les tarifs des accès 1024 kbit/s et 2048 kbit/s

Ainsi qu'exposé dans les avis 03-1298 en date du 9 décembre 2003 et 04-197 en date du 24 février 2004, les coûts de production de l'accès sont indépendants du débit considéré. Or historiquement, les tarifs des accès « IP/ADSL » et « ADSL Connect ATM » sont différenciés en fonction du débit crête proposé. Dans cette optique, il n'est donc pas illogique que l'écart entre les tarifs de l'accès 512 kbit/s, 1024 kbit/s et 2048 kbit/s se réduise progressivement sur le marché de gros, afin de mieux refléter les coûts sous-jacents.

Toutefois, l'Autorité souhaite que les évolutions tarifaires soient décidées de manière transparente, après consultation des fournisseurs d'accès à Internet et opérateurs alternatifs clients des offres de France Télécom. Pour ces acteurs en effet, le coût d'achat des accès « IP/ADSL » représente presque 80% du prix de vente final. Leur stratégie tarifaire et leurs

niveaux de marge sont donc largement conditionnés par les évolutions de l'offre de France Télécom. L'Autorité a donc procédé à une rapide consultation des principaux acteurs, d'où il ressort que :

- les acteurs se positionnant essentiellement comme acheteurs d'option 5 sont plutôt favorables à une baisse des tarifs de l'accès 1024 kbit/s, alors que les opérateurs vendant sur le marché de gros des offres de type option 5 fondées sur le dégroupage et concurrentes de l'offre « IP/ADSL » y sont hostiles ;
- l'ensemble des acteurs consultés s'est déclaré favorable à une baisse de 5 € de l'accès 2048 kbit/s de France Télécom ; le niveau actuel de 25 € pour les petits répartiteurs leur interdit en effet de commercialiser leurs offres sur le marché de détail à des niveaux tarifaires homogènes sur l'ensemble du territoire ;

La préoccupation des opérateurs alternatifs concernant la tarification de l'accès 2048 kbit/s fait écho à l'avis n° 04-373 de l'Autorité : « *[L'ampleur de la différenciation tarifaire] pourrait inciter les fournisseurs d'accès à Internet à restreindre leurs offres de détails aux zones les plus rentables* » et « *[l'Autorité ne souhaite pas] voir les principaux acteurs nationaux du haut débit proposer des offres de détail limitées à certaines zones géographiques* ».

L'Autorité est donc favorable à une baisse de l'accès « IP/ADSL » 2048 kbit/s jusqu'au niveau actuel de l'accès 1024 kbit/s, soit 20 € par accès et par mois, frais d'accès au service non compris. Cette baisse devrait être répercutée sur les accès « ADSL Connect ATM » 2048 kbit/s.

En revanche, concernant l'offre « IP/ADSL » à 1024 kbit/s, l'Autorité note que la baisse de 15% proposée par France Télécom intervient six mois après une première baisse de plus 45% en décembre 2003. Le niveau d'évolution apparaît ainsi comme extrêmement rapide et susceptible de déstabiliser les plan d'affaires des opérateurs dégroupés intervenant sur le marché de gros.

Pour début 2005, l'Autorité ne serait pas opposée à une baisse, sous réserve que celle-ci soit articulée avec une évolution des tarifs de l'offre de dégroupage et préparée dans un cadre de concertation, compatible avec l'esprit du nouveau dispositif réglementaire.

3.3. Sur les tarifs de la collecte

Pour acheminer et collecter le trafic jusqu'à un répartiteur dégroupé, les opérateurs alternatifs peuvent utiliser deux alternatives :

- soit ils ont recours à une offre régulée ou commerciale de France Télécom, notamment l'offre dite « POP – NRA » et prévue par l'offre de référence dégroupage, leur permettant de raccorder ce répartiteur à leur réseau ;
- soit ils étendent leur réseau, en posant ou louant une fibre optique, jusqu'à desservir le répartiteur et s'affranchir ainsi des offres de collecte de France Télécom.

Dans un cadre d'analyse de court terme, l'offre « POP – NRA » de France Télécom est mal adaptée aux besoins des opérateurs et est en moyenne déjà significativement plus chère que l'offre de « Collecte IP/ADSL », objet de la présente décision tarifaire.

L'Autorité avait ainsi conditionné, en décembre 2003, la baisse des tarifs de l'offre « Collecte IP/ADSL » à la mise en place d'une offre de collecte de trafic équivalente pour le dégroupage : *« L'Autorité demande en outre à France Télécom d'engager dans un calendrier compatible avec cette date d'application [le 16 février 2004] l'ensemble des travaux nécessaires à la mise en place des offres de collecte de trafic pour l'option 1 identiques à celles proposées pour les options 5 et 3. »*

Il semble que France Télécom n'ait pas proposé une telle offre aux opérateurs dégroupés dans des conditions satisfaisantes. Plus précisément, une offre de collecte en mode ATM, dénommée « Multi NRA » a été proposée et est utilisée par un opérateur. L'offre présente une tarification mensuelle fixe pour chaque répartiteur, pouvant dépasser 1000 € par mois et par site. Son coût peut donc dépasser 5 € par abonné et par mois et augmenter d'autant le prix de la collecte. Aucune offre en mode IP, c'est à dire identique à « Collecte IP/ADSL », ne semble avoir été proposée aux opérateurs dégroupés.

Dans un cadre d'analyse de moyen et de long terme, la pose ou la location de fibres par les opérateurs alternatifs doit être privilégiée. Le dégroupage permet en effet aux opérateurs alternatifs d'accéder à la ressource cuivre « nue », d'installer leurs propres équipements actifs et donc de proposer des offres techniquement différenciées et innovantes à leurs clients. De la même manière, il doivent disposer de leur propre fibre « nue » pour installer leurs propres équipements de transmission et s'affranchir des équipements de France Télécom. Les principaux opérateurs dégroupés ont ainsi indiqué à l'Autorité avoir prévu un plan de déploiement de fibres pour desservir la majorité de leurs répartiteurs dégroupés.

L'extension du réseau fibre des opérateurs alternatifs conditionne donc à moyen et long terme l'extension géographique du dégroupage et dépendra essentiellement :

- du coût de déploiement de la fibre par les opérateurs alternatifs jusqu'aux répartiteurs de France Télécom ;
- de l'espace économique laissé sur le segment de la collecte par les offres de France Télécom, et notamment Collecte IP/ADSL, objet de la présente décision tarifaire.

Le coût de déploiement est constitué à 80% par des coûts de génie civil, peu compressibles. Dans son analyse des marchés publiée en juin, l'Autorité évoque la possibilité d'une offre de raccordement des répartiteurs fondée soit sur la location de fibres soit sur un accès aux fourreaux. Cette offre serait de nature à éviter une duplication inutile du génie civil et abaisserait significativement le coût de raccordement des répartiteurs par les opérateurs alternatifs.

L'analyse de la corrélation entre l'espace économique laissé par la tarification de « Collecte IP/ADSL » et l'extension géographique du dégroupage est relativement ardue. Elle suppose de connaître l'emplacement des réseaux des opérateurs alternatifs et l'emplacement des répartiteurs susceptibles d'être dégroupés.

Le Comité de l'Interconnexion du 6 mai 2004 a mandaté le groupe de travail sus-mentionné pour élaborer à l'automne un modèle pour les coûts de collecte. Les résultats des travaux devraient être connus lors de la mise en place du nouveau cadre réglementaire, début 2005. On peut évaluer l'impact d'une baisse de l'offre « Collecte IP/ADSL » sur l'extension géographique du dégroupage de la manière suivante :

- les opérateurs dégroupes ont quasiment doublé leur couverture en dégroupage en un an, pour atteindre aujourd'hui 700 répartiteurs ; ils disposent de la capacité financière pour accroître cette couverture, et atteindre 1200 répartiteurs d'ici fin 2005 ;
- le 700^{ième} répartiteur dessert typiquement de l'ordre de 10 000 lignes principales d'abonnés ; le 1200^{ième} répartiteur en dessert environ 5 000 ;
- sous des hypothèses raisonnables de consommation de trafic, de parts de marché des fournisseurs d'accès à Internet et opérateurs alternatifs, et de taux de pénétration du haut débit, le coût de « Collecte IP/ADSL » pour l'ensemble des acteurs alternatifs est de l'ordre de 50 000 € par an pour un répartiteur de 7 000 lignes, avec le tarif actuel de 330 € par Mbit/s.
- les opérateurs alternatifs peuvent donc collectivement investir de l'ordre de 500 000 € pour desservir ce répartiteur avec leurs propres fibres et le dégroupier avec leurs propres équipements, ce qui correspond à environ 5 km de génie civil. Si le tarif de collecte diminuait de 30%, comme le propose France Télécom, cette distance diminuerait de 30%, pour passer à 3,5 km ;
- il y a environ 50 répartiteurs non dégroupés situés à moins de 2 km d'un répartiteur actuellement dégroupé et donc d'un réseau alternatif, 150 situés à moins de 3 km, 300 à moins de 4 km, 500 à moins de 5 km et 750 situés à moins de 6 km ;
- le tarif actuel de « Collecte IP/ADSL » semble donc en première approche laisser un espace économique suffisant pour que les opérateurs dégroupes puissent doubler leur couverture en dégroupage au cours de l'année 2005, alors qu'une baisse significative réduirait mécaniquement la zone d'extension géographique du dégroupage aux 800 à 900 plus gros répartiteurs.

L'Autorité estime donc que les propositions tarifaires formulées par France Télécom pour l'offre « Collecte IP/ADSL » sont de nature à déstabiliser le marché et à stopper rapidement l'extension géographique du dégroupage.

4. Conclusion générale

La dynamique actuelle des marchés de l'ADSL est satisfaisante en France, avec des tarifs de détail parmi les plus bas d'Europe, un des taux de croissance du nombre d'abonnés les plus élevés d'Europe et un quasi-doublement du nombre de répartiteurs équipés en un an. La situation du marché ne justifie donc pas une nouvelle baisse de grande ampleur des tarifs des offres de gros.

Les propositions tarifaires de France Télécom ne sont pas motivées par un besoin de dynamisation du marché de détail. Elles auraient pour effet de préempter les décisions que pourrait prendre l'Autorité début 2005, une fois achevé le processus d'analyse des marchés. Le manque de cohérence et de transparence de ces décisions tarifaires est en décalage avec les principes qui seront mis en œuvre dans le nouveau cadre réglementaire. France Télécom propose ainsi des évolutions significatives de la seule offre « IP/ADSL », sans concertation préalable ni contreparties sur les tarifs du dégroupage.

Les propositions tarifaires de France Télécom ont pour effet de modifier significativement l'économie relative des différentes offres de gros utilisées par les fournisseurs d'accès à Internet et opérateurs alternatifs. Elles conduiraient à une déstabilisation des plans d'affaires des opérateurs dégroupés et limiteraient durablement l'extension géographique du dégroupage. Plus précisément :

- les propositions concernant la collecte sont inacceptables, en ce qu'elles stopperaient la poursuite du déploiement du dégroupage ;
- les propositions visant à diminuer les tarifs de l'accès à un niveau inférieur à 15,5 € par mois, frais d'accès au service non compris, sont inacceptables si elles ne s'accompagnent pas d'une évolution des tarifs du dégroupage ;
- une proposition de baisse ciblée sur les plus haut débits pourrait être acceptable, notamment si elle avait pour effet de ramener le tarif de l'accès 2048 kbit/s au niveau actuel du 1024 kbit/s, diminuant ainsi les risques de différenciation tarifaire géographique du marché de détail ; le tarif de l'accès 1024 kbit/s pourrait alors tout au plus baisser très faiblement pour conserver un effet de gamme.

L'Autorité émet donc un avis défavorable sur les décisions tarifaires n° 2004098 et n° 2004099 de France Télécom. Cet avis pourrait devenir favorable si les propositions de France Télécom étaient limitées à une baisse de 5 € des accès 2048 kbit/s « IP/ADSL » et « ADSL Connect ATM ».

Les tarifs des autres gammes d'accès et de la collecte n'ont pas vocation à évoluer avant début 2005. Les éventuelles évolutions devront être fondées sur des éléments objectifs, issus des travaux multilatéraux en cours et du résultat des analyses de marché. Elles devront s'inscrire dans un programme cohérent d'évolution des différentes offres de gros haut débit.

Le présent avis sera transmis d'une part au ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et au ministre délégué à l'industrie, et d'autre part transmis pour information à France Télécom. Il sera mentionné au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 juillet 2004

Le Président

Paul Champsaure